

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 28/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATLANTIC DECAP

Parc d'Activités Ragon
13 avenue Louis Pasteur
44119 TREILLIERES

Références : N5-2022-1132
Code AIOT : 0006301249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement ATLANTIC DECAP implanté 13 avenue Louis Pasteur Parc d'Activités Ragon 44119 TREILLIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 19 mai 2022. Cette visite a été anticipée suite à de nouvelles plaintes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC DECAP
- 13 avenue Louis Pasteur Parc d'Activités Ragon 44119 TREILLIERES
- Code AIOT : 0006301249
- Régime : Autorisation

Le site ATLANTIC DECAP à Treillières comporte une activité de décapage thermique à l'aide d'un four à pyrolyse et de décapage physique à l'aide d'une installation de grenailage. 5 salariés sont présents en permanence sur le site (4 titulaires et 1 intérimaire).

Le directeur du pôle décapage se rend sur le site une fois par semaine.

Les horaires de fonctionnement sont : 7h30 - 12h et 13h - 17h du lundi au jeudi et 7h30 - 12h le vendredi.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Rejets atmosphériques
- Gestion des eaux
- Eaux souterraines
- Conformité du four de décapage thermique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Eaux pluviales – Constat visite précédente | Arrêté Ministériel du 26/03/1998, article 3.2 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 4 | Rejets atmosphériques – Constat visite précédente | Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 4.2 | / | Sans objet |
| 6 | Situation administrative – Constat visite précédente | Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 2.4 | / | Sans objet |
| 7 | Conformité du four à pyrolyse – Constat visite précédente | Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 4.3 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 2 | Plainte 2021 – Rejets atmosphériques – Constat visite précédente | Autre du 31/05/2021 | / | Sans objet |
| 3 | Registre des déchets – Constat visite précédente | Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 5.4 | / | Sans objet |
| 5 | Eaux souterraines – Constat visite précédente | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 | / | Sans objet |
| 8 | Situation administrative | Code de l'environnement du 01/06/2022 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Eaux pluviales – Constat visite précédente

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/1998, article 3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté une demande réalisée après de la société DEKRA en décembre 2021 pour réaliser le contrôle des eaux pluviales. La société DEKRA leur a répondu que de telles mesures n'étaient pas réalisables, faute d'épisode pluvieux suffisant. Une relance, par mail, a été effectuée par l'exploitant le 01 février 2022. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la date de réalisation du contrôle des eaux pluviales dès qu'il en a connaissance. Il transmettra par la suite le rapport de contrôle dès réception de celui-ci. |
| Constats : Dans son courrier en réponse du 16 mai 2022, l'exploitant a transmis le rapport DEKRA n° 53635480 du 18/03/2022 relatif au contrôle de la qualité des eaux pluviales. Celui-ci met en évidence des dépassements en zinc et en matières en suspension (MES). Les recommandations de l'organisme de contrôle portent sur la limitation de poussières liées à l'activité du site qui contaminent les eaux superficielles lors d'épisodes pluvieux. L'exploitant a alors annoncé que pour diminuer les rejets de MES dans les eaux pluviales, la périodicité de nettoyage de l'atelier a été augmenté (minimum une fois par semaine) et un curage des regards d'eaux pluviales sur 10m a été réalisé. Concernant le zinc, il indiquait continuer les investigations. Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé le nettoyage autant que nécessaire de l'atelier et a minima une fois par semaine. Par rapport au zinc, il indique que les rejets peuvent être multiples, notamment liés à la qualité des canalisations, des gouttières évacuant l'eau de la toiture mais également liés aux matériaux traités par le four qui peuvent contenir du zinc. Une procédure de déchargement du four a été mise en place afin de limiter le passage du chariot dans les cendres du four. → L'exploitant continue les recherches sur les causes du dépassement en zinc dans les eaux pluviales. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°2 : Plainte 2021 – Rejets atmosphériques – Constat visite précédente

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 31/05/2021 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un "registre des réclamations". Ce registre permet de tracer chronologiquement les événements ayant amené à des plaintes. Les analyses des causes de ces événements sont réalisées et les actions mises en place pour y remédier et les prévenir, avec leur état d'avancement, sont également présentées. Dans ce registre des réclamations sont d'ores et déjà intégrées les plaintes de mai 2021 et de janvier 2022. Une procédure de pilotage du four à pyrolyse a été présentée. Cette procédure concerne le remplissage du four et la montée en températures par paliers. L'exploitant a néanmoins précisé que celle-ci ne peut s'appliquer au four du site, l'automate étant en panne. De ce fait, il indique que le pilotage du four ne repose que sur le "savoir-faire" de son opérateur, et qu'en cas d'absence de celui-ci, l'exploitant n'est pas en mesure d'exercer son activité. Après échanges, l'exploitant a indiqué être en mesure de mettre en place un cahier des charges de remplissage du four afin de permettre la formation accélérée d'un remplaçant pour pallier à une éventuelle absence de |

| |
|---|
| <p>l'opérateur du four à pyrolyse.</p> <p>→ L'exploitant apporte une réflexion et met en place un cahier des charges de remplissage du four à pyrolyse, en fonction des produits. Ce cahier des charges amène par la suite à une formation de personnel.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir identifié un dysfonctionnement au niveau de l'arrivée électrique du site, lequel amène à des coupures intempestives ponctuellement. Il précise qu'une intervention du fournisseur est prévue le 21 mars 2022.</p> <p>→ L'exploitant transmet à l'inspection tout justificatif (DOE, photos, ...) permettant de confirmer la bonne réalisation des travaux sur l'installation électrique.</p> <p>Concernant l'alarme sonore et visuelle, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un miroir qui permet à l'opérateur du four à pyrolyse de visualiser la cheminée d'évacuation en permanence. Ce dispositif n'apparaît pas suffisant et nécessite d'être complété par une alarme sonore et visuelle qui se déclenche lors de l'arrêt (ou de la mauvaise température) de la post-combustion.</p> <p>→ L'exploitant met en place une alarme sonore et visuelle dont le déclenchement est asservi à l'arrêt de la post-combustion ou lorsque la température de celle-ci est trop faible.</p> |
| <p>Constats : Dans son courrier du 16 mai 2022, l'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une procédure de chargement / déchargement du four ; - Mise en place d'instructions en cas de dysfonctionnement du four ; - Travaux en cours sur les installations électriques par la société ENEDIS ; - Nouveau régulateur mis en place mais nécessité de tests supplémentaires ; - Alarme sonore en cas de dysfonctionnement de la post-combustion à venir. <p>Dans son courrier du 19 octobre 2022, qui fait suite à la demande de l'inspection des installations classées, laquelle a été destinataire d'une plainte relative aux mêmes nuisances, l'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouveau TGBT raccordé fin août par la société ENEDIS ; - Problèmes sur le régulateur qui entraînait l'arrêt de la post-combustion entre 2 cycles du four, résolus à partir du 07 octobre ; - Alarme sonore en cas de dysfonctionnement de la post-combustion mise en place le 07 octobre ; - Mise en place d'un béliet poussoir pour faciliter le chargement / déchargement du four. <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a complété les courriers précédents en indiquant que des odeurs étaient perçues dans le voisinage le soir, lors de l'évacuation des résidus brûlés du four par l'opérateur. De ce fait, la consigne de maintenir les portes de l'atelier fermées lors de la réalisation de cette opération a été effectuée. Par ailleurs, des contacts réguliers avec l'entreprise voisine sont réalisés.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N°3 : Registre des déchets – Constat visite précédente

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 5.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets |
| Prescription contrôlée : Le jour de l'inspection, le registre des déchets a été consulté. Par échantillonnage, le bordereau du 01/03/2021 relatif à l'évacuation des déchets de grenailage dont le code déchet est 12 01 16* a été analysé. Celui-ci comporte l'ensemble des informations nécessaires à sa traçabilité jusqu'à son élimination et n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection. Concernant le registre, celui-ci comporte toutes les informations visées par l'article 2 du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets. Néanmoins, la référence des bordereaux indiquée est celle définie en interne. → L'exploitant prête attention au formalisme de remplissage des bordereaux de déchets, et notamment la référence unique de chacun des bordereaux. |
| Constats : Dans son courrier en réponse du 16 mai 2022, l'exploitant a indiqué avoir corrigé le registre papier du site. Il précise que la transition vers la plate-forme numérique Trackdéchets est en cours. Le jour de l'inspection, il a été constaté que la transition vers la plate-forme Trackdéchets était finalisée. La consultation de l'extraction réalisée n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées, celle-ci renseignant l'ensemble des éléments nécessaires à la traçabilité des déchets. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°4 : Rejets atmosphériques – Constat visite précédente

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 4.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le contrôle des rejets atmosphériques avait été réalisé le 20 janvier 2022, par la société IRH Conseil et qu'il était en attente du rapport. Il s'est engagé à procéder à un nouveau contrôle des rejets atmosphériques après les modifications en cours sur le four à pyrolyse. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du 20 janvier 2022, dès réception de celui-ci. |
| Constats : Dans son courrier en réponse du 16 mai 2022, l'exploitant joint le rapport IRH n° PDLP210675-22-8-R0 du 02/03/2022 relatif au contrôle des rejets atmosphériques. Celui-ci met en évidence des dépassements sur les paramètres CO et NOx. L'exploitant indique que ces dépassements pourraient être liés au mauvais réglage du four. Le jour de l'inspection, il a précisé que les mauvais réglages du four sont corrigés. De ce fait, une campagne de mesures complémentaires sur l'ensemble des paramètres déjà contrôlés, complétée par la mesure des poussières nécessite d'être réalisé. L'exploitant s'est engagé à faire réaliser ce contrôle dès que possible. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tout justificatif (devis signé, bon de commande, ...) permettant d'apprécier de la réalisation prochaine d'une campagne de contrôle des rejets atmosphériques. → Il transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle dont les résultats sont commentés par l'exploitant, dès réception de celui-ci. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°5 : Eaux souterraines – Constat visite précédente

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Le jour de l'inspection, le rapport DEKRA relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines du 30 novembre 2021 a été consulté. Celui-ci montre un dépassement important sur le paramètre arsenic pour les Pz1 (amont hydraulique) et Pz3 (aval hydraulique). Les teneurs en zinc et sulfates ne sont plus anormales. Seul le Pz2 reste faiblement impacté par un dépassement en nickel et en arsenic. La prochaine campagne de surveillance des eaux souterraines est prévue en mai 2022. → L'exploitant engage des réflexions qui peuvent expliquer les dépassements constatés ponctuellement sur les paramètres zinc, nickel et arsenic. |
| Constats : Dans son courrier en réponse du 16 mai 2022, l'exploitant a joint ces réflexions concernant les dépassements constatés sur certains paramètres dans les eaux souterraines, et notamment : <ul style="list-style-type: none">- Arsenic : Les valeurs en amont sont plus fortes que les valeurs en aval. Produit jamais mis en oeuvre sur le site. Supposition que la présence d'arsenic est liée à la nature des sols de la zone.- Zinc : En se basant sur les études de pollution de sol de 2015 et 2020, les valeurs mesurées dans les sols sont cohérentes avec les valeurs moyennes du fond géochimique du secteur. Supposition que la présence de zinc est liée à la nature des sols de la zone.- Nickel : Même réflexion que pour le zinc. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°6 : Situation administrative – Constat visite précédente

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 2.4 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations |
| Prescription contrôlée : Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé avoir arrêté son activité d'application de peintures relevant de la rubrique n° 2940 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant a précisé que la mise en oeuvre des nouvelles installations de traitement de surfaces devrait intervenir au cours de l'année 2022 ou début 2023, avec au préalable le dépôt d'un dossier, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. → L'exploitant procède à la déclaration de la cessation d'activité de son activité déclarée au titre de la rubrique n°2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| Constats : Dans son courrier du 16 mai 2022, l'exploitant confirme que la télédéclaration de cessation d'activité sera réalisée pour l'activité d'application de peintures, sans donner de délai. Dans son courrier du 19 octobre 2022, l'exploitant joint le document CERFA de cessation d'activité complété. Néanmoins, le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la preuve de dépôt de ce même dossier. → L'exploitant procède à la télédéclaration de cessation d'activité pour l'application de peintures à cette adresse : https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R39946 Il transmet la preuve de dépôt à l'inspection des installations classées, dès réception de celle-ci. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°7 : Conformité du four à pyrolyse – Constat visite précédente

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir appris d'un problème sur le four à pyrolyse suite au contact qu'il a eu le 21 janvier 2022 avec l'inspection des installations classées. Aucun des opérateurs présents ce jour-là n'a détecté l'anomalie sur les rejets atmosphériques (fumées ocre et nauséabondes). Suite à la plainte, l'exploitant a mis en oeuvre un plan d'actions permettant d'identifier la source de l'anomalie ayant conduit au rejet accidentel. Après recherches, l'exploitant indique que ce rejet accidentel fait suite à une défaillance des brumificateurs du four, ce qui a entraîné une élévation de température trop importante dans le four et une auto-inflammation des produits présents à l'intérieur. En complément, la post-combustion s'est arrêtée, empêchant ainsi le brûlage des gaz avant rejet. L'exploitant a précisé que l'automate du four à pyrolyse n'était pas en état de marche et qu'il éprouvait de grandes difficultés à contacter le fournisseur italien. Le jour de l'inspection, il indique avoir procédé au remplacement de plusieurs composants de son installation de décapage thermique et notamment : - les brûleurs du foyer et de la post-combustion ; - les sondes de température du foyer et de la post-combustion ; - les câbles blindés du foyer et de la post-combustion. |

Les problèmes rencontrés par l'exploitant en fonctionnement relèvent des fortes variations de températures affichées sur l'automate (constat de basculement de 70°C à 90°C chaque seconde et inversement). Ces variations augmentant au fur et à mesure que la température augmente. L'exploitant précise donc qu'à l'atteinte des paliers, il est très probable que ces variations intempestives aient amené le déclenchement des brûleurs ou l'arrêt des brumificateurs.

Les solutions proposées par l'exploitant sont donc, dans un premier temps, de changer le régulateur de l'automate (commandé mi-février, pour installation début mars). En cas d'absence de mise en conformité, il propose de remplacer l'automate par un automate plus récent mais d'un autre fournisseur. Si ce changement n'apporte pas les bénéfices escomptés, un remplacement de l'intégralité du four à pyrolyse est envisagé.

En complément, un miroir a été installé pour donner une vision sur le point de rejet en permanence à l'opérateur du four à pyrolyse. Néanmoins, comme évoqué dans le constat relatif à la précédente plainte, cette solution n'est pas suffisante et nécessite la mise en place d'une alarme sonore et visuelle asservie à l'arrêt de la post-combustion.

A ce jour, l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer un pilotage de son installation de décapage thermique en garantissant le fonctionnement optimal de celle-ci. Le fonctionnement étant réalisé manuellement par l'opérateur.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place de procédure à suivre par les opérateurs en cas de fonctionnement anormal / accidentel de son installation.

→ L'exploitant met en conformité son installation de décapage thermique avec, a minima :

- automatisation de montée en température du four et réalisation des paliers ;
- asservissement du fonctionnement du four au fonctionnement de la post-combustion ;
- mise en place d'une alarme sonore et visuelle en cas d'arrêt de la post-combustion.

→ Il met également en place une procédure à suivre en cas de fonctionnement anormal, accidentel de son installation.

Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le remplacement du régulateur avait permis de régler les variations de température du four.

A ce jour, les paliers de température sont correctement réalisés, à savoir :

- 280°C pendant 20 min,
- 345°C pendant 20 min,
- 440°C pendant 1h30.

La consigne de la post-combustion est fixée à 1000°C et semble respectée.

L'exploitant a indiqué que, pour éviter tout souci de coupure de la post-combustion, celle-ci est démarrée en marche forcée le matin (asservissement du démarrage du four au fonctionnement de la post-combustion) jusqu'au soir sans interruption. En cas de coupure de celle-ci, une alarme sonore et visuelle se déclenche.

Lors du nettoyage du four en fin de journée et évacuation des résidus, comme indiqué dans le point de contrôle n°2, les portes donnant vers l'extérieur sont maintenues fermées afin d'éviter la dispersion des odeurs incommodantes à l'extérieur. La post-combustion n'est arrêtée qu'à la fin de ce processus, une fois que le four est suffisamment descendue en température et plus qu'aucun dégazage n'est possible.

Suite à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant n'a néanmoins pas été en mesure de présenter une procédure à mettre en oeuvre en cas de coupure de la post-combustion pendant la journée, sans la possibilité de la redémarrer (par exemple en cas de perte d'énergie sur le site).

→ L'exploitant mène des réflexions sur les conduites à tenir en cas de coupure de la post-

| |
|--|
| combustion pendant un cycle de four, sans possibilité de la redémarrer. La solution amenant le moins de rejets toxiques à l'extérieur est retenue et consignée dans une procédure qui est élargie par les opérateurs en charge du pilotage du four. Cette procédure est transmise à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°8 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations |
| Prescription contrôlée : Voir annexe confidentielle |
| Constats : Voir annexe confidentielle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |